Séance publique du 22 janvier 2001

Délibération n° 2001-6210

commission principale : environnement, propreté, eau et assainissement

objet : **Transport, stockage et mise en centre d'enfouissement technique des ordures ménagères et des déchets divers - Avenants de prolongation**

service : Délégation générale aux services urbains et à la proximité - Direction de la propreté

Le Conseil,

Vu le rapport du 10 janvier 2001, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Les marchés relatifs au transport, au stockage et à la mise en centre d'enfouissement technique des ordures ménagères et des déchets divers arrivent à échéance le 31 décembre 2000. Il convenait donc de les renouveler.

Par délibération n° 2000-5426 en date du 8 juin 2000, le Conseil a approuvé le lancement d'un appel d'offres ouvert relatif au transport, au stockage et à la mise en centre d'enfouissement technique des ordures ménagères et des déchets divers.

Les offres ont été remises jusqu'au 28 septembre 2000 et ont été ouvertes le 24 octobre 2000. Un seul candidat a remis une offre. Cette offre a été analysée.

Compte tenu du caractère inacceptable de l'offre de prix en raison de l'augmentation injustifiée qu'elle représente par rapport aux marchés actuels, l'option du transport par voie ferrée ne pouvant également être retenue, la commission permanente d'appel d'offres, lors de sa séance du 19 décembre 2000, a déclaré cet appel d'offres ouvert infructueux.

Aussi apparaît-il souhaitable de relancer une consultation en 2001 afin d'obtenir une offre économiquement plus avantageuse.

Cependant, il conviendrait d'assurer la continuité du service public d'élimination des déchets jusqu'au 30 avril 2001, délai nécessaire à l'organisation et au bon déroulement d'une nouvelle consultation négociée.

A cette fin, la seule solution serait de prolonger la durée des marchés actuels venant à expiration le 31 décembre 2000 jusqu'au 30 avril 2001.

Ces marchés continueraient d'être exécutés selon les conditions techniques et financières inchangées. Dès lors, les avenants à conclure ne bouleverseraient pas l'économie générale des marchés concernés, conformément aux dispositions de l'article 255 bis du code des marchés publics.

La commission permanente d'appel d'offres a émis un avis favorable à la passation de ces avenants le 4 janvier 2001 ;

Vu lesdits avenants de prolongation ;

Vu sa délibération n° 2000-5426 en date du 8 juin 2000 ;

Vu la déclaration de la commission permanente d'appel d'offres lors de sa réunion du 19 décembre 2000 ;

Vu l'article 255 bis du code des marchés publics ;

Vu l'avis favorable de la commission permanente d'appel d'offres en date du 4 janvier 2001 ;

Oùï l'avis de sa commission environnement, propreté, eau et assainissement ;

Oùï l'intervention de monsieur le rapporteur précisant qu'il convient de lire dans le rapport cité plus haut :

- au paragraphe 7 :

"A cette fin, la seule solution serait de prolonger la durée des marchés actuels venant à expiration le 31 décembre 2000 jusqu'au 30 avril 2001 par avenants conclus avec les sociétés titulaires Nicollin, MOS et OSE".

au lieu de :

"A cette fin, la seule solution serait de prolonger la durée des marchés actuels venant à expiration le 31 décembre 2000 jusqu'au 30 avril 2001",

- dans le délibéré, au 1er paragraphe :

*"1° - **Accepte** les avenants de prolongation aux marchés actuels de transport, de stockage et de mise en centre d'enfouissement technique des ordures ménagères et des déchets divers à conclure avec les sociétés Nicollin pour les lots n° 1 et 4, MOS pour les lots n° 2 et 5, OSE pour les lots n° 3 et 6."*

au lieu de :

*"1° - **Accepte** les avenants de prolongation aux marchés actuels de transport, de stockage et de mise en centre d'enfouissement technique des ordures ménagères et des déchets divers."*

DELIBERE

1° - **Accepte**

a) - les modifications proposées par monsieur le rapporteur,

b) - les avenants de prolongation aux marchés actuels de transport, de stockage et de mise en centre d'enfouissement technique des ordures ménagères et des déchets divers à conclure avec les sociétés Nicollin pour les lots n° 1 et 4, MOS pour les lots n° 2 et 5, OSE pour les lots n° 3 et 6.

2° - Autorise monsieur le président à signer ces avenants ainsi qu'à accomplir et à signer tous les actes y afférents.

3° - La dépense annuelle correspondante sera prélevée sur les crédits à inscrire au budget de la communauté urbaine de Lyon - direction de la propreté - section de fonctionnement - exercice 2001 - centre budgétaire 5 320 :

centre de gestion 532 200 :

- compte 611 230 - fonction 812 - ligne de gestion 011 243,
- compte 637 000 - fonction 812 - ligne de gestion 011 623 ;

centre de gestion 532 300 :

- compte 611 800 - fonction 812 - ligne de gestion 011 259,
- compte 637 000 - fonction 812 - ligne de gestion 011 651.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,